

Les banques sur le fil du rasoir

165
134

2/5/2012

CHRONIQUE

Martin Wolf

Les développements en cours dans la zone euro demeurent le principal risque à l'égard de la stabilité financière mondiale. Les importantes mesures prises récemment ont procuré aux marchés financiers un assouplissement dont ils avaient grand besoin, entraînant le resserrement des spreads [écarts de taux] souverains, la réouverture des marchés de financement des banques et le rebond des prix des actions. De nouveaux coups d'arrêt pourraient toutefois se produire. Le chemin qui s'ouvre (...) comporte des risques significatifs, et il faut renforcer encore les mesures afin d'atteindre et d'assurer la stabilité financière. » C'est ainsi que le dernier « Rapport sur la stabilité financière mondiale » du Fonds monétaire international (FMI) évalue ce qu'il appelle, avec un certain optimisme, la « quête d'une stabilité durable ». Beaucoup se contenteraient de quelque chose de moins ambitieux : quelques années de stabilité seraient une joie inattendue.

Le dernier « Bilan économique mondial » du FMI, également publié mi-avril, énumérait quelques recommandations sensées : « Il est (...) essentiel de briser le cycle infernal entre faible croissance, détérioration des positions budgétaires, besoins croissants de recapitalisation et désendettement. (...) La Banque centrale européenne (BCE) devrait mettre en œuvre des mesures supplémentaires d'assouplissement monétaire permettant à l'inflation de se développer conformément à son objectif sur le moyen terme, et ainsi d'enrayer les risques déflationnistes, ce qui faciliterait également les ajustements indispensables sur le plan de la compétitivité. Par ailleurs, (...) les autorités bancaires devraient œuvrer de concert (...) afin de surveiller et de limiter le désendettement

de leurs banques chez elles et à l'étranger. »

Résumons. Tout d'abord, il est facile d'identifier les risques, dont le moindre n'est pas l'état des banques, notamment en raison de leurs liens étroits avec des Etats fragiles. En deuxième lieu, la croissance est trop lente et la politique monétaire de la BCE trop rigide. Enfin l'inflation doit croître dans les pays les plus compétitifs afin de faciliter l'ajustement entre les différents pays membres de la zone. Si l'on devait faire appel au FMI pour apporter aux pays membres une aide prélevée sur les ressources additionnelles dont il s'est pourvu, les conditions auxquelles il la fournira à la zone euro devraient être fondées sur ces arguments. S'acharner sur les pays les plus faibles ne suffira pas. C'est la politique économique elle-même qui doit être modifiée.

Mais le point essentiel qui est apparu est que la crise est soumise à des risques politiques croissants. La chute du gouvernement néerlandais et la première place de François Hollande au premier tour de l'élection présidentielle française en sont la preuve. La rue pourrait renverser l'« establishment ». C'est précisément le danger d'une telle éventualité qui pourrait conduire à l'autoréalisation d'une prophétie de crise. Même la France pourrait y être entraînée. Cela pourrait sonner la fin de la partie.

Le point encourageant est que, lorsqu'elle a été confrontée à un risque d'effondrement financier à la fin de 2011, la zone euro a bien réagi. L'opération de refinancement à long terme lancée par la BCE a réduit les tensions sur le financement et endigué le risque de faillites bancaires. De nouveaux gouvernements à la tête de pays sous pression mettent en œuvre des réformes substantielles. L'Irlande et le Portugal ont enregistré des progrès dans leurs programmes d'ajustement. La Grèce a négocié une restructuration de sa dette. On a progressé sur la voie de la surveillance des déséquilibres internes, au-delà des seuls déséquilibres budgétaires. Le « pare-feu » mis en place par la zone euro

pour prévenir toute contagion a été renforcé.

Bref, les risques de détérioration de la situation économique ont bien été réduits. Malheureusement, les menaces à l'égard de la stabilité financière demeurent. Un aspect majeur de ces risques réside dans la poursuite du désendettement des banques. Celui-ci est important, vu les bilans hypertrophiés des établissements bancaires. Mais c'est une opération économiquement périlleuse.

« La BCE devrait mettre en œuvre des mesures supplémentaires d'assouplissement monétaire permettant d'enrayer les risques déflationnistes »

Selon ce que le FMI appelle son « scénario actuel de la politique économique », cinquante-huit grandes banques domiciliées dans l'Union européenne pourraient avoir contracté leur bilan de quelque 2 000 milliards d'euros à la fin de 2013, soit presque 7% du total de leurs actifs. La conséquence sur la disponibilité du crédit dans la zone euro ne représenterait que 1,7% des encours de crédit, mais cette diminution serait concentrée dans ce que le rapport appelle les pays « à spreads élevés », ce qui rendrait plus difficile leur retour à une croissance portée par le secteur privé. Les autres victimes probables seraient les économies émergentes d'Europe centrale et orientale. Même dans le cadre de ce que le rapport appelle un « scénario de mesures complètes », lesquelles comprendraient une ges-

tion de crise renforcée, une restructuration bancaire dynamique et « une feuille de route vers une union monétaire mieux intégrée financièrement et budgétairement », la baisse des actifs des banques pourrait atteindre près de 1 700 milliards d'euros.

Pour parer aux risques d'un désendettement désordonné, il faudra injecter des capitaux dans les banques, y compris au moyen du nouveau fonds de soutien. Mais même cela ne romprait pas le lien pernicieux entre banques et Etats fragiles. En Italie, 12,4% des actifs consolidés des établissements de dépôt – un montant équivalant à 32% du produit intérieur brut (PIB) prévu pour 2012 – sont des créances sur l'Etat italien. En Espagne, les chiffres correspondants s'établissent à 7,7% des actifs et 26,5% du PIB. La proximité entre Etats vulnérables et banques exposées reste dangereuse. En vérité, le financement généreux de la BCE a renforcé ce lien. Ce remède a des effets secondaires dangereux. Il doit pourtant être administré, vu le souhait de nombreux étrangers de réduire leur exposition. Près de la moitié de la dette publique italienne est détenue à l'étranger. Si ses détenteurs s'en débarrassent, elle finira forcément entre des mains italiennes.

La crise financière a mis à nu les faiblesses de toute union monétaire entre pays restés souverains sur les autres plans, notamment la régulation financière, les banques, la gestion des finances publiques et les marchés du travail.

Les priorités immédiates sont claires : donner aux pays en difficulté le temps et l'occasion d'ajuster leurs économies, et ce faisant rétablir la stabilité. Les analyses du FMI laissent penser que ces pays enregistrent de dououreux progrès. Mais il faut faire beaucoup plus. Le plus important, c'est de relancer la croissance si l'on veut pouvoir gérer le fardeau de la dette publique et privée ainsi que les liens étroits entre cette dette et les banques. Le défi reste immense. Dans l'intérêt de tous, il faut redoubler d'efforts. ■

(Traduit de l'anglais par Gilles Berton)



Cette chronique de Martin Wolf, éditorialiste économique, est publiée en partenariat exclusif avec le « Financial Times » © FT

En Grèce, la crise économique provoque l'éclatement du paysage politique

Les sondages prédisent l'effondrement des deux principaux partis aux législatives du 6 mai

Athènes
Correspondance

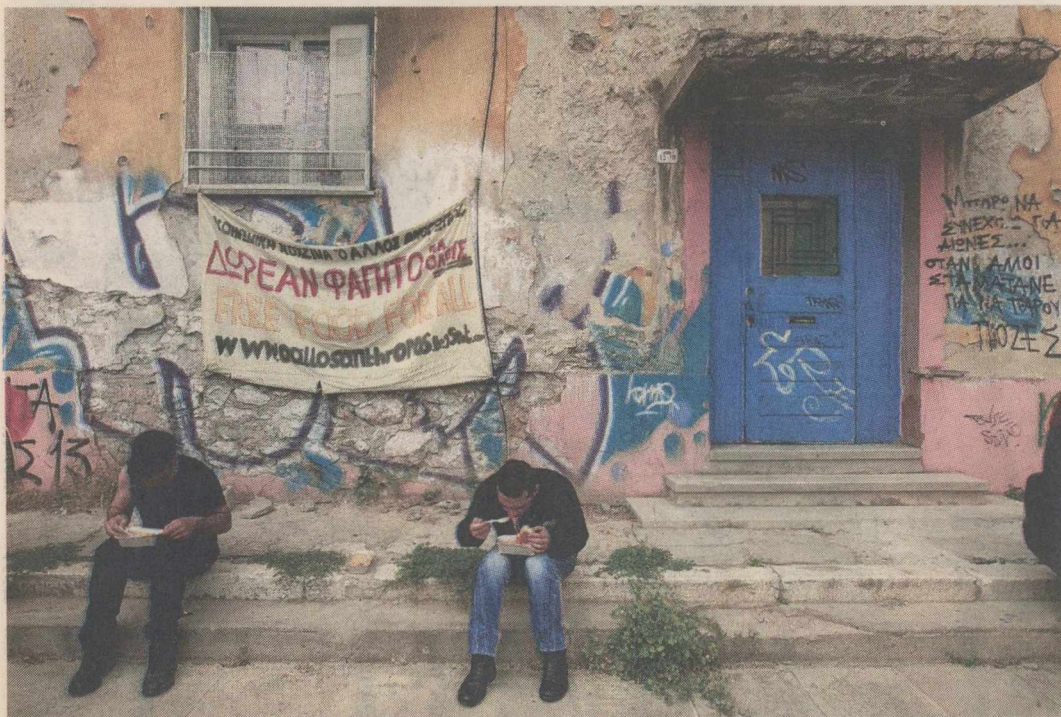
La vie politique grecque, à quelques jours d'un scrutin décisif, ressemble à un « paysage dans le brouillard », pour reprendre le titre d'un film du cinéaste grec Théo Angelopoulos, mort en janvier. Dimanche 6 mai, 32 partis participent à une des élections législatives les plus incertaines depuis la guerre. Selon les sondages, une dizaine de partis sont en position de faire élire des députés. Parmi eux, un groupe néonazi, L'Aube dorée, qui risque bien de voler la vedette au futur vainqueur, s'il y en a un dimanche.

La crise économique a fait éclater le bipartisme qui dominait la Grèce depuis la chute du régime des colonels, en 1974. En près de quarante ans, le Pasok à gauche, et Nouvelle démocratie à droite se sont partagé le pouvoir à coup de surenchères clientélistes : ils sont aujourd'hui jugés coresponsables de la crise. Les deux partis, qui participent depuis novembre 2011 à un gouvernement de coalition dirigé par l'ancien vice-président de la Banque centrale européenne, Lucas Papademos, font l'objet d'un rejet très fort.

En 2009, ils rassemblaient plus de 75 % des suffrages. Le Pasok après deux ans de gestion de la crise par Georges Papandréou et la « troïka », s'est effondré, et pourrait perdre plus de la moitié de ses électeurs. Nouvelle Démocratie (ND), que les sondages créditent de 25 % des intentions de vote, est en passe de devenir le premier parti du pays en recueillant moins de voix que lors de sa défaite historique de 2009 (33,5 %).

« Un quart de l'électorat est encore indécis, explique l'analyste politique Elias Nikolakopoulos. Ces indécis se divisent en deux. Certains hésitent entre un vote sanction contre les deux partis et un vote de raison pour ne pas mettre en péril les plans d'aide européens. Les autres indécis veulent voter contre les mesures d'austérité mais ne savent pas quel parti choisir. Cela rend les pronostics difficiles. »

A l'opposition droite/gauche, s'est substituée une nouvelle ligne



Des volontaires de O Allos Anthropos (« L'Autre homme »), une organisation grecque qui prépare des soupes populaires dans les rues d'Athènes. JOHN KOLESIDIS/REUTERS

de fracture entre l'opposition ou l'approbation des plans d'aides à la Grèce, si bien que ces législatives anticipées ressemblent au référendum sur l'Europe que voulait organiser M. Papandréou en novembre 2011 et qui a causé sa chute.

Face aux deux partis historiques, aucune formation n'est vraiment en position de pouvoir gouverner

Les Grecs sont à plus de 70 % à la fois en faveur du maintien dans la zone euro et contre les mesures imposées par la « troïka » - Fonds monétaire international, Commission européenne, banque centrale européenne - en échange de deux plans d'aides successifs d'un montant total de 240 milliards d'euros.

Les partis hostiles aux Mémoires ont le vent en poupe, mais malgré ce climat, les deux principaux partis de gouvernement font comme si rien n'avait

changé, comme s'ils devaient se partager la totalité des suffrages. Le leader de ND, Antonis Samaras, continue à affirmer qu'il disposera d'une majorité à lui seul, tandis que le président du Pasok, Evangelos Vénizélos, fait semblant de s'interroger sur sa participation à un gouvernement de coalition.

Les deux partis devraient cependant parvenir à atteindre à deux le seuil de 37 %, nécessaire pour bénéficier d'une majorité parlementaire. Le scrutin grec est une proportionnelle améliorée qui donne un bénéfice de 50 députés supplémentaires au parti qui arrive en tête. « Un gouvernement de coalition ne bénéficie que d'une majorité parlementaire, ce sera considéré comme une défaite dans un climat social qui risque de devenir très dur », explique Elias Nikolakopoulos. Surtout que le programme du prochain gouvernement sera chargé. Il faudra notamment identifier de nouvelles mesures de rigueur en juin pour économiser 11 milliards d'euros en 2013 et 2014, alors que pendant la campagne, Evangelos Vénizélos, le président du

Pasok a assuré qu'il n'y aurait pas d'augmentation d'impôts tandis que M. Samaras promettait même de les baisser.

Face aux deux partis historiques, aucune formation n'est vraiment en position de pouvoir gouverner. Le Syriza (gauche radicale) a essayé de rassembler les gauches hostiles au Mémoire, qui représente plus de 30 % des intentions de vote, mais il s'est heurté à une fin de non-recevoir du Parti communiste, l'un des plus conservateurs d'Europe, et de la Gauche démocratique, qui accueille aujourd'hui plusieurs députés du Pasok à droite. Nouvelle démocratie a mal à résister à l'extrême droite, et à un parti dissident, les Grecs indépendants, populiste et hostile aux plans d'austérité.

Pour sortir d'une campagne qui ne passionne pas les foules, les Grecs tournent leurs regards vers l'élection présidentielle du 6 mai, en France, espérant qu'une victoire de François Hollande ferait évoluer l'Europe vers une politique moins focalisée sur l'austérité. ■

ALAIN SALLES

Les Européens en quête d'une politique de croissance

Le débat sur les limites de l'austérité prônée par l'Allemagne est relancé par la présidentielle française

Bruxelles
Bureau européen

Angela Merkel en tête, les dirigeants européens préparent un plan de soutien de la croissance dont les contours sont encore flous. La chancelière allemande a précisé, pendant le week-end, que cette initiative serait approuvée lors du Conseil européen des 28 et 29 juin. Dans son esprit, comme dans celui de ses homologues, il s'agit d'envoyer un double signal : à François Hollande, et aux marchés financiers. Le candidat socialiste promet, s'il est élu le 6 mai, de ne pas ratifier en l'état le pacte budgétaire signé en mars par vingt-cinq pays, et exige de lui adjoindre un volet « croissance ». Les dirigeants européens refusent de remettre en cause ce traité, mais sont d'accord pour soutenir l'activité à l'heure où plusieurs pays, dont l'Espagne - où l'agence de notation Standard & Poor's a dégradé la note de neuf banques lundi -, l'Italie, le Royaume-Uni, et même les Pays-Bas sont frappés par la récession.

Chacun a ses arrière-pensées. Pour les homologues de M^{me} Merkel, une victoire de François Hollande contribuerait à changer les rapports de force, afin d'atténuer l'effort d'austérité exigé par la chancelière allemande. « L'un des enjeux

de l'élection de M. Hollande est de faire bouger les lignes afin de ne pas étouffer les pays en quête de croissance au nom de la nécessaire consolidation », analyse un diplomate du Sud de l'Europe. Pour M^{me} Merkel, le pacte budgétaire « n'est pas négociable », mais rien n'interdit de soutenir la croissance, en utilisant des instruments européens, puisque les marges de manœuvre des gouvernements nationaux sont inexistantes, ou très réduites.

« Ça bouge et ça bougera encore après l'élection », s'est réjoui M. Hollande, samedi lors d'un meeting. Dans son entourage, on lance cependant un avertissement : « Si François Hollande a fait de la ratification du traité un levier, ce n'est

Un chômage en hausse dans le monde en 2012

L'Organisation internationale du travail (OIT) estime dans son rapport 2012, publié lundi 30 avril, que la politique de rigueur mise en place en Europe « assombrit les perspectives de l'emploi dans le monde et que 202 millions de personnes seront au chômage cette année, soit 6 millions de plus qu'en 2011 ». Ce chiffre pourrait atteindre 207 millions en 2013. « La vision étroite qu'ont de nombreux pays de la zone euro de la

pas pour se contenter de quelque chose de cosmétique. » Les socialistes n'excluent pas d'amender le traité budgétaire, quitte à forcer les pays qui l'ont déjà ratifié (la Grèce, le Portugal, et la Slovaquie) à revenir devant leur parlement.

Agenda réformiste

Plusieurs pistes sont envisagées pour donner du corps à l'initiative de croissance en préparation. Le quotidien espagnol *El País* du dimanche 29 avril parle d'un « plan Marshall » de l'ordre de 200 milliards d'euros. Un montant très indicatif, car les travaux ne font que commencer. Renforcement du capital de la Banque européenne d'investissement, obligations com-

munales émises pour financer des infrastructures, réaffectation de fonds européens régionaux non dépensés, la plupart des idées à l'étude sont évoquées depuis des mois. Certaines, comme l'augmentation du capital de la BEI, ont d'abord été rejetées par l'Allemagne, qui semble maintenant moins réticente.

D'autres pistes demeurent plus controversées. Mario Monti, le président du Conseil italien, suggère depuis quelques jours d'assouplir la discipline budgétaire - et le plafond des 3 % de déficit - en déduisant les investissements d'avenir du calcul des déficits publics. Avec le patron de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, et Angela Merkel, il plaide aussi pour muscler les réformes structurelles. Un agenda réformiste pas vraiment du goût des candidats français.

François Hollande, comme Nicolas Sarkozy au plus fort de la crise, suggère de refondre encore les fonds de secours, pour leur faire bénéficier des moyens de la Banque centrale européenne. Il veut une perspective vers des obligations communes, afin de mutualiser les dettes des Etats de la zone euro. Un sujet tabou pour le gouvernement allemand, même si l'opposition sociale-démocrate y est favorable. ■

PHILIPPE RICARD

TV5MONDE rfi Le Monde Développement Le rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation appelle à investir dans l'agriculture familiale

PARIS. Olivier De Schutter, le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, a estimé, dimanche 29 avril, lors de l'émission *Internationales* TV5 Monde-RFI-Le Monde, qu'un nombre trop important d'Etats africains « n'ont pas encore pris la mesure de l'importance d'un soutien à la petite agriculture » dans leurs stratégies de développement. Les pays du sud « doivent reconstruire des systèmes agro-alimentaires locaux afin de moins dépendre des importations », a-t-il déclaré, ajoutant que « les investissements dans l'agriculture familiale sont une nécessité pour faire reculer la pauvreté ». L'universitaire belge a lancé un appel à la mobilisation face à la crise alimentaire que traversent les pays du Sahel, estimant que la communauté internationale risquait de rééditer l'erreur commise, en 2011, dans la Corne de l'Afrique. ■

GILLES VAN KOTE

Pakistan

Un employé britannique du CICR retrouvé décapité à Quetta

QUETTA. Un employé britannique du Comité international de la Croix Rouge (CICR), enlevé le 5 janvier, à Quetta, capitale de la province pakistanaise du Baloutchistan, a été retrouvé, dimanche 29 avril, décapité. Ses ravisseurs, qui se disent appartenir au Tehrik-e-Taliban Pakistan (Mouvement des taliban du Pakistan, TTP), ont indiqué dans une note écrite abandonnée avec le corps qu'ils avaient tué leur otage car leurs demandes n'avaient pas été satisfaites. Khalil Rasjed Dale avait été kidnappé à deux cents mètres d'une résidence du CICR alors qu'il rentrait à bord d'un véhicule au sigle de cette organisation, pour laquelle M. Dale avait travaillé en Somalie, en Afghanistan et en Irak. Le CICR a « condamné dans les termes les plus énergiques possibles cet acte barbare », a déclaré son directeur général, Yves Daccord. - (Reuters) ■

Birmanie

L'ONU souhaite une fin rapide des sanctions

RANGOUN. Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, en visite officielle en Birmanie depuis dimanche, a appelé, lundi 30 avril, l'Occident à aller « plus loin » dans la levée des sanctions politiques et économiques contre le pays, lors d'un discours au Parlement birman à Naypyidaw. L'Union européenne a suspendu pour un an toutes ses sanctions politiques et économiques, à l'exception de l'embargo sur les armes. Mais les Etats-Unis, qui ont allégé certaines restrictions aux investissements et promis la nomination rapide d'un ambassadeur, ont de leur côté exclu de lever leurs sanctions clés, disant vouloir garder un moyen de pression sur le régime.

Par ailleurs, l'opposante Aung San Suu Kyi a annoncé lundi qu'elle allait finalement prêter serment au Parlement, après un bras de fer avec le régime qui l'avait poussée la semaine dernière à refuser d'assister à sa première session. - (AFP) ■

Mali Inquiétude pour des otages algériens

BAMAKO. Le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), qui détient depuis le 5 avril sept otages algériens, dont le consul d'Algérie à Gao (nord du Mali), a affirmé dimanche que « la vie des otages est en danger » après l'échec des négociations avec l'Algérie. - (AFP)

Libye Le corps d'un ex-ministre libyen dans le Danube

VIENNE. Le corps de l'ex-ministre libyen du pétrole et proche de l'ex-dictateur Mouammar Kadhafi, Choukri Ghanem, a été retrouvé dimanche 29 avril dans le Danube, à Vienne, où il s'était exilé. Aucun signe de violence n'a été relevé sur le corps, a indiqué un porte-parole de la police viennoise, Roman Hahslinger. - (AFP)

Fauteuils & Canapés Club

Haut de Gamme

Offre spéciale

Du 26/04 au 08/05/12

- 20% sur tous les fauteuils club

L'indémodable fauteuil CLUB, plus de 80 ans et toujours plus de succès ! Cuir mouton ciré, patiné, vieilli, suspension et ressorts. Plus de 30 modèles en exposition.

DecorActuel 80, rue Claude-Bernard - 75005 PARIS
Tél. : 01.45.35.08.69